

*Questions orales*

## LE RESTE DES FONDS NON DÉPENSÉS

**L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest):** Monsieur le Président, pour vous donner une idée des sommes énormes que ces gars-là donnent à leurs amis, je tiens à signaler que ces 300 millions de dollars représentent l'ensemble des crédits affectés au Programme Accès-carrière en vue de créer des possibilités d'emploi à l'intention des jeunes Canadiens.

Quels fonds le ministre va-t-il distribuer qui n'ont pas encore été dépensés? De combien dispose-t-il encore pour le reste du pays et les autres députés? Le ministre peut-il nous préciser combien il lui reste? Quelles miettes restera-t-il à distribuer entre les autres Canadiens, une fois que ses amis libéraux seront servis?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, les fonds dépensés aux termes de ce programme ont été répartis entre divers groupes, y compris les municipalités, les organismes écologiques, les associations religieuses et les collectivités ethniques. A mon sens, ce n'est pas une insulte que de les considérer comme des amis.

**M. Nielsen:** Des libéraux!

**M. Roberts:** Si le député laisse entendre que ces personnes ont quelque affiliation politique au sens sectaire du terme, c'est lui qui insulte tout un groupe de collectivités importantes et dignes de foi à travers le pays. Il regrettera ses paroles.

Dans la deuxième partie de sa question, le député a demandé combien il reste . . .

**M. Epp:** Penseriez-vous à des élections?

**Une voix:** L'opposition ne veut pas connaître la réponse.

**M. Roberts:** Pour répondre à la deuxième partie de la question du député, je pense qu'il reste environ 90 millions de dollars à distribuer dans le cadre de ce programme.

## COVENANT HOUSE—LA NÉGOCIATION DE LA SUBVENTION

**Le très hon. Joe Clark (Yellowhead):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à la personne qui a négocié au nom du gouvernement l'octroi de la subvention à Covenant House. Je demande donc au député de York-Sud-Weston qui l'a autorisée à négocier au nom du gouvernement.

**M. le Président:** Je signale au député que l'on peut poser une question à un ministre, à un secrétaire parlementaire ou au président d'un comité. Les simples députés ne sont pas autorisés à répondre. Je regrette de devoir le rappeler au très honorable député.

**M. Clark (Yellowhead):** Monsieur le Président, nous sommes donc placés dans une situation où un député libéral peut négocier au nom du gouvernement mais ne peut pas être tenu responsable devant la Chambre des communes.

**Des voix:** Bravo!

**M. McGrath:** Ils savent notre régime et applaudissent en plus. C'est de la folie.

## LE POUVOIR DE NÉGOCIER UN PROJET

**Le très hon. Joe Clark (Yellowhead):** Monsieur le Président, je voudrais poser la même question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Qui a autorisé le député de York-Sud-Weston, qui lui a donné le pouvoir de négocier un projet dans une autre circonscription que la sienne? Était-ce le ministre lui-même? Était-ce le sénateur Keith Davey? Cela faisait-il partie intégrante de la campagne électorale des libéraux? Faut-il connaître le numéro de téléphone privé du ministre et être membre en règle du parti libéral du Canada pour être admissible à une subvention puisée à même des fonds publics destinés à aider tous les Canadiens?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, il est réjouissant de voir l'ancien chef de l'opposition en aussi bonne forme et d'entendre les applaudissements qu'il soulève parmi l'arrière-ban de son parti.

**Des voix:** Bravo!

**M. Roberts:** Je parie que beaucoup de ces députés aimeraient le voir reprendre son ancien poste.

Pour ce qui est de la question du député, ce n'est que du baratin. Il est vraiment extraordinaire de laisser entendre qu'aucun député au Parlement ne devrait discuter avec un groupe quelconque de la possibilité de recevoir une subvention aux termes d'un programme gouvernemental.

**M. McGrath:** Dans la circonscription d'un autre député?

**M. Roberts:** Il est notoire que des députés, ministériels et de l'opposition, discutent tous les jours et depuis toujours de diverses possibilités qui s'offrent à certains groupes de bénéficier légitimement des programmes gouvernementaux. Si le député s'inquiète de ne pas avoir accès aux autorités assez facilement, je lui donnerai mon numéro de téléphone. Je me ferai un plaisir de m'entretenir avec lui quand il le voudra.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark (Yellowhead):** Monsieur le Président, ce qui est en cause dans cette affaire, c'est la responsabilité, qui est le fondement même de notre régime parlementaire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark (Yellowhead):** Le député de Niagara Falls, mon frère jumeau, est déjà venu dans ma circonscription pour essayer de trouver des clients pour un programme dont on n'avait pas soufflé mot au député de Yellowhead.